

**Robert Asselin, chef de la direction de U15 Canada**  
**Présentation devant le Comité permanent de la science et de la recherche**  
**Le 4 mai 2026**

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Comité,

Je vous remercie de m'avoir invité à comparaître aujourd'hui.

Le Canada a désormais atteint la cible de deux pour cent du PIB consacrée aux dépenses de défense de l'OTAN. Ce jalon envoie un signal clair de sérieux dans un monde plus instable, et témoigne de la crédibilité retrouvée du Canada comme partenaire fiable.

La question est désormais de savoir ce que nous ferons de cet effort.

La réponse doit s'articuler autour du renforcement de notre capacité industrielle et de la consolidation des atouts d'innovation et des capacités souveraines dont dépendra notre résilience future.

Le défi économique du Canada est bien connu. Depuis plusieurs décennies, nous faisons face à un écart de productivité persistant par rapport à nos pairs. Une croissance durable repose non seulement sur la production de nouvelles idées, mais sur notre capacité à les transformer en entreprises, en secteurs industriels et en positions de marché capables de capter la valeur dans le temps.

Le Canada génère des idées et forme des talents à un niveau remarquable. Ses grandes universités de recherche constituent des actifs nationaux essentiels, notamment dans les technologies à double usage.

Or, nous avons été nettement moins performants pour convertir ces forces en entreprises de taille mondiale, en propriété intellectuelle structurante et en industries génératrices de retombées économiques durables.

Le problème ne tient pas à la qualité de nos intrants, mais à notre capacité à les traduire en résultats.

La nouvelle Stratégie industrielle de défense offre une occasion de combler cet écart.

En identifiant des technologies critiques liées aux capacités souveraines, elle crée un signal de demande clair et durable. Ce signal peut servir d'ancrage à notre capacité en recherche et en talents—patience construction issue de décennies d'investissements publics—au sein d'un effort national visant le développement de nouvelles capacités technologiques.

Encore faut-il passer d'une logique de collaborations ponctuelles à des partenariats structurés et de long terme, en particulier avec les grandes universités de recherche du pays.

Lorsque les talents, la recherche et l'industrie sont alignés—et reliés à une demande réelle—il devient possible de bâtir et de maintenir un leadership technologique.

C'est précisément ce que permet, en puissance, la Stratégie industrielle de défense.

Car la productivité ne se résume pas aux intrants. Elle dépend de la capacité d'une économie à convertir, de manière répétée et à grande échelle, le savoir en valeur.

Les universités canadiennes réalisent environ 19 milliards de dollars de recherche chaque année et regroupent l'essentiel du personnel de recherche au pays. Pourtant, le Canada consacre moins de cinq pour cent de ses dépenses fédérales de recherche à la défense, contre environ 20 % dans les pays de l'OCDE et plus de 50 % aux États-Unis.

De ce financement limité, seule une part marginale transite par le milieu universitaire. À titre de comparaison, aux États-Unis, près de 15 % de la recherche universitaire financée par le gouvernement fédéral est liée à la défense.

En somme, le Canada dispose d'une capacité de recherche de classe mondiale, y compris dans les technologies à double usage identifiées dans la Stratégie industrielle de défense, mais ne possède pas les interfaces institutionnelles nécessaires pour la mobiliser au service de ses capacités souveraines.

Comblé ce déficit est désormais impératif.

Les pays qui ont su relever ce défi ont mis en place des écosystèmes d'innovation intégrés, reliant de manière structurée et durable l'industrie, le milieu universitaire et l'État.

Aux États-Unis, par exemple, le Lincoln Laboratory du MIT appuie le développement de systèmes de défense avancés pour le Department of Defense, tandis que le Jet Propulsion Laboratory du Caltech fonctionne comme un laboratoire géré par une université, au service de missions complexes pour la NASA.

Ces modèles assurent une continuité entre la découverte et le déploiement, en intégrant directement la capacité de recherche aux missions nationales.

Le Canada n'a pas encore bâti de telles interfaces à grande échelle.

Si la mise en œuvre de la Stratégie industrielle de défense continue de considérer l'industrie et le milieu universitaire comme des silos distincts, elle passera à côté d'une opportunité bien plus structurante, celle de créer des interfaces reliant les talents, la recherche et l'industrie au sein d'un véritable système d'innovation, capable de générer et de déployer des capacités technologiques.

L'enjeu n'est donc pas simplement de dépenser davantage, mais de bâtir un système.



Un système où universités, entreprises et laboratoires publics n'agissent plus en ordre dispersé, mais comme les composantes d'un moteur intégré d'innovation.

La mise en place de mécanismes structurés de recherche nous permettra de répondre à l'ampleur du moment et de développer les capacités qui sous-tendent la souveraineté du Canada.

Si nous réussissons, nous renforcerons non seulement notre sécurité dans un monde plus incertain, mais nous contribuerons également à résoudre l'un des défis économiques les plus persistants du pays.

Je vous remercie.